

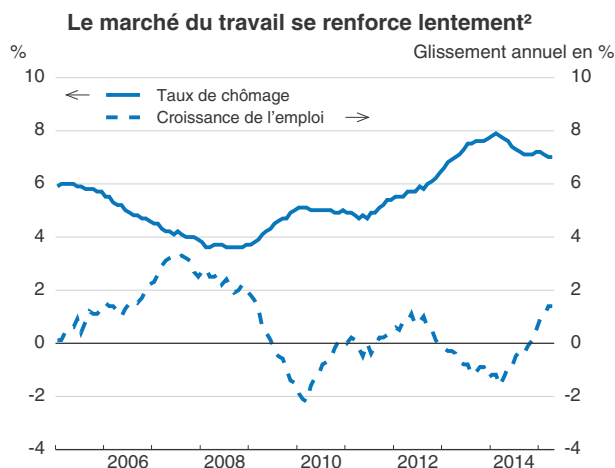
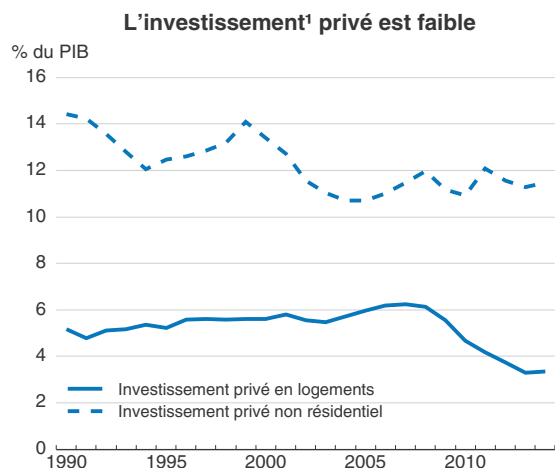
## PAYS-BAS

La croissance économique devrait progresser pour atteindre 2 % en 2015 et 2.2 % en 2016. L'augmentation des salaires réels favorisera la hausse de la consommation privée, tandis que l'amélioration des perspectives conjoncturelles et la poursuite de la reprise sur le marché du logement soutiendront l'investissement. Les exportations devraient continuer à croître régulièrement, sous l'effet de la reprise au sein de l'Union européenne et de la faiblesse de l'euro. La création d'emplois devrait connaître une franche augmentation, assortie d'un recul progressif du chômage.

Le gouvernement prévoit de conduire l'assainissement budgétaire structurel selon un rythme lent, ce qui est approprié car la reprise prend certes de la vigueur, mais reste encore incertaine. La poursuite de la réforme de la protection de l'emploi favoriserait la création d'emplois et serait propice au redéploiement de la main-d'œuvre vers des utilisations plus productives. Si le redressement du marché de l'immobilier se révèle durable, il conviendrait que les pouvoirs publics accélèrent la réduction des allègements fiscaux au titre des intérêts sur les prêts hypothécaires. Une réforme des systèmes de prélèvements et de prestations renforçant les incitations à travailler pour les seconds apporteurs de revenu pourrait encourager les femmes à travailler un plus grand nombre d'heures, et donc à accroître leurs revenus. Le retour à une politique budgétaire fondée sur les tendances devrait concourir à la discipline budgétaire pendant le mandat du gouvernement, tout en laissant jouer les stabilisateurs automatiques du côté des recettes.

L'investissement est inférieur de près de 20 % à son niveau d'avant la crise, principalement sous l'effet de la contraction de l'investissement résidentiel. L'investissement productif a bien résisté depuis la crise même si, en pourcentage du PIB, il demeure modéré par comparaison avec d'autres pays de l'Union européenne, et la croissance du stock de capital s'est nettement ralentie depuis la fin des années 90. L'accès au financement pour les PME s'améliore, mais les dispositifs connexes, notamment les garanties publiques de prêts, pourraient être renforcés. L'assouplissement des règles strictes qui s'appliquent en matière d'urbanisme pourrait donner un coup de pouce à l'investissement immobilier.

### Pays-Bas



1. En termes nominaux.

2. Population âgée entre 15 et 75 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97 ; et Statistics Netherlands (CBS).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933226113>

Pays-Bas : **Demande, production et prix**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	Prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2010)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	642.7	-1.6	-0.7	0.9	2.0	2.2
Consommation privée	289.0	-1.5	-1.5	0.1	1.5	1.6
Consommation publique	167.1	-1.5	-0.2	-0.3	0.0	-0.3
Formation brute de capital fixe	130.3	-6.0	-3.9	3.5	7.0	4.0
Demande intérieure finale	586.4	-2.5	-1.7	0.7	2.2	1.6
Variation des stocks <sup>1</sup>	1.6	0.1	-0.2	-0.1	-1.0	0.0
Demande intérieure totale	588.0	-2.4	-1.9	0.5	1.1	1.6
Exportations de biens et services	497.3	3.2	2.2	4.0	3.0	5.2
Importations de biens et services	442.6	2.8	1.0	4.0	1.9	5.0
Exportations nettes <sup>1</sup>	54.7	0.6	1.1	0.4	1.1	0.8
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.3	1.1	1.1	0.3	1.4
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	2.8	2.6	0.3	0.1	1.4
Déflateur de la consommation privée	—	1.4	1.9	1.3	0.2	1.4
Taux de chômage	—	5.8	7.3	7.4	6.9	6.5
Taux d'épargne nette des ménages <sup>2</sup>	—	6.5	7.8	8.3	8.5	8.0
Solde des administrations publiques <sup>3</sup>	—	-4.0	-2.3	-2.3	-1.8	-1.1
Dette brute des administrations publiques <sup>3</sup>	—	77.9	77.0	81.8	81.6	81.2
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>3</sup>	—	66.5	68.6	68.8	68.6	68.2
Balance des opérations courantes <sup>3</sup>	—	11.0	11.0	10.3	10.0	10.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du revenu disponible, incluant l'épargne à l'assurance vie et aux régimes de retraite.

3. En pourcentage du PIB, valeur du marché.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933227151>

## La reprise de la croissance a été largement répartie

La reprise économique s'est affermie grâce à une expansion continue de la consommation privée et à la progression soutenue de l'investissement productif. Les résultats à l'exportation ont eux aussi été très satisfaisants, à la faveur de l'amélioration des conditions économiques dans l'Union européenne et de la dépréciation de l'euro. Le déficit public s'est établi à 2.3 % du PIB en 2014, niveau inchangé par rapport à l'année précédente, du fait que les dépenses ont légèrement diminué et que la baisse des recettes gazières, due principalement à la décision du gouvernement de réduire la production, a été largement contrebalancée par la hausse des recettes fiscales.

La confiance des consommateurs s'est redressée pour atteindre un niveau inégalé depuis 2007, fruit de la décrue du chômage, de la faiblesse de l'inflation, de la progression des salaires réels et de la poursuite de la reprise sur le marché de l'immobilier. La confiance des producteurs est elle aussi au-dessus de la moyenne historique. Néanmoins, ces deux indicateurs ont montré une grande variabilité ces derniers mois, ce qui laisse à penser que de fortes incertitudes entourent encore les perspectives économiques.

## **Le ralentissement de l'assainissement des finances publiques devrait s'accompagner d'autres réformes structurelles**

Le projet de budget pour 2015 prévoit une nouvelle réduction du déficit, résultant essentiellement de l'amélioration de la situation économique. L'assainissement budgétaire limité qu'exige ce projet correspond au juste équilibre entre le souci d'en modérer les effets négatifs sur la reprise économique et celui de réduire la dette publique.

Le chômage demeure à un niveau historiquement élevé qui montre que les effets de la crise sont encore prégnants. Le caractère inclusif de la croissance pourrait être accentué en poursuivant l'assouplissement de la protection des contrats réguliers et en limitant les freins à travailler au moyen d'une réforme du système de prélèvements et de prestations qui consisteraient par exemple à subordonner davantage les aides à la garde d'enfants à la rémunération du second apporteur au revenu familial. L'adoption de conditions de ressources plus strictes pour l'accès au logement social et une réduction plus rapide des allègements fiscaux au titre des intérêts sur les prêts hypothécaires permettraient d'améliorer le fonctionnement du marché du logement.

## **La consolidation de la croissance se poursuivra**

L'activité économique devrait poursuivre son accélération, à la faveur de l'affermissement de la demande intérieure et du dynamisme des exportations. L'inflation progressera lentement en 2015, mais en restant inférieure à la croissance des salaires. Les ménages consacreront une partie de la hausse notable de leur revenu disponible réel à la consommation, le solde allant à l'épargne. La création d'emplois permettra de relever le niveau d'emploi, mais restera timide au regard de l'expansion de la population active, de sorte que la décrue du chômage ne pourra être que très progressive. En ce qui concerne les finances publiques, la situation s'améliorera grâce à l'embellie économique et à la maîtrise annoncée des dépenses.

Une pause dans la réactivation du marché immobilier, prenant la forme soit d'une évolution décevante des prix, soit d'un maigre volume de transactions, pourrait avoir des répercussions négatives sur les dépenses de consommation, principalement à cause d'une plus faible confiance. Par ailleurs, si le gouvernement décide de continuer à réduire la production de gaz, la croissance pourrait être plus faible et le déficit budgétaire plus élevé. La faiblesse des taux d'intérêt pourrait faire peser un risque sur la situation financière des fonds de pension et des compagnies d'assurance. À l'inverse, l'activité économique pourrait connaître une expansion plus rapide si une réforme fiscale était adoptée dans les mois à venir. La croissance pourrait également bénéficier d'une croissance économique plus vigoureuse qu'anticipé dans la zone euro ou d'une baisse des prix des matières premières.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2015-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2015), « Pays-Bas », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2015-1-31-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-1-31-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).